

SYRELI



afnic
Internet
made in France

DÉCISION DE L'AFNIC

g7reservation-taxi.fr

Demande n° FR-2022-02778



I. Informations générales

i. Sur les parties au litige

Le Requéranant : La société G7

Le Titulaire du nom de domaine : La société TAXIENLIGNE

ii. Sur le nom de domaine

Nom de domaine objet du litige : g7reservation-taxi.fr

Date d'enregistrement du nom de domaine : 2 avril 2022 soit postérieurement au 1^{er} juillet 2011

Date d'expiration du nom de domaine : : 2 avril 2024

Bureau d'enregistrement : KEY-SYSTEMS GmbH

II. Procédure

Une demande déposée par le Requéranant auprès de l'Afnic a été reçue le 7 avril 2022 par le biais du service en ligne SYRELI.

Conformément au règlement SYRELI (ci-après le Règlement) l'Afnic a validé la complétude de cette demande en procédant aux vérifications suivantes :

- o Le formulaire de demande est dûment rempli.
- o Les frais de Procédure ont été réglés par le Requéranant.
- o Le nom de domaine est actif.
- o Le nom de domaine a été créé ou renouvelé postérieurement au 1^{er} juillet 2011.
- o Le nom de domaine visé par la procédure ne fait l'objet d'aucune procédure judiciaire ou extrajudiciaire en cours.

L'Afnic a procédé au gel des opérations sur ce nom de domaine et a notifié l'ouverture de la procédure au Titulaire le 22 avril 2022.

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

Le Collège SYRELI de l'Afnic (ci-après dénommé le Collège) composé de Sophie CANAC (membre suppléant), Marine CHANTREAU (membre suppléant) et Marianne GEORGIN (membre titulaire) s'est réuni pour rendre sa décision le 19 mai 2022.

III. Argumentation des parties

i. Le Requéranant

Selon le Requéranant, l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <g7reservation-taxi.fr> par le Titulaire est « susceptible de porter atteinte à des droits de

propriété intellectuelle ou de la personnalité », et le Titulaire ne justifie pas « d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi ».

(Art. L. 45-2 du code des postes et des communications électroniques)

Dans sa demande, le Requéranant a fourni des pièces accessibles aux deux parties sur lesquelles le Collège s'appuiera afin d'étayer ses constatations au regard de l'argumentation.

Dans sa demande, le Requéranant indique que :

[Citation complète de l'argumentation]

« Notre société G7 (le « Requéranant ») (Annexe 1) soutient que l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <g7reservation-taxi.fr> par l'actuel titulaire (« le Titulaire ») est « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité, et que le titulaire ne justifie pas d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi » (Art. L.45-2 du Code des Postes et des Communications Electroniques).


I. Intérêt à agir


Le Requéranant soutient avoir un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <g7reservation-taxi.fr> enregistré le 2 avril 2022 (Annexe 2).


Le Requéranant, originellement « Compagnie française des automobiles de place », a été créé le 4 mars 1905, le nom G7 étant celui qui lui a été attribué par la Préfecture de police de Paris, en tant que garage (G) portant le numéro 7. A ce jour, le Requéranant est une centrale de réservation de taxis qui met en relation une flotte de près de 10.000 chauffeurs avec une clientèle de particuliers et de professionnels le plus souvent abonnés à ses services. Il se positionne comme le leader européen du taxi, en tant que première plateforme de réservation de taxis en France et en Europe (Annexe 3).

Le Requéranant est titulaire de plusieurs enregistrements de marques, dont :

- La marque verbale européenne TAXIS G7 n° 008445091 enregistrée depuis le 06 juillet 2009 ;

- La marque semi-figurative française  n° 4294428 enregistrée depuis le 23 Août 2016 ;

- La marque française  n° 164294432 enregistrée depuis le 23 Août 2016 ;

- La marque européenne  n° 016399263 enregistrée depuis le 23 février 2017,

Notamment pour des services de réservation de taxis et de transport en taxis, véhicules avec chauffeurs, etc (Annexe 4).

Outre les marques « G7 », le Requéranant détient des droits sur sa dénomination sociale « G7 » (Annexe 1).

Le Requéranant est également titulaire de nombreux noms de domaine comprenant le terme le terme " G7" notamment <g7-taxi-reservation.fr>, <g7-reservation.fr>, <reservation-g7.com>, <g7-reservation.com>, <taxig7.fr>, <taxig7.com>, <taxi-g7.com>, <g7.fr> et < g7.taxi> (Annexe 5).

Le nom de domaine litigieux redirige vers une « page parking » proposant d'obtenir ledit nom de domaine (Annexe 6).

En conséquence, le Requéranant dispose de droits antérieurs et donc d'un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <g7reservation-taxi.fr>.

II. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

A. Atteinte aux droits invoqués par le Requéranant

Le nom de domaine <g7reservation-taxi.fr> est similaire aux marques antérieures régulièrement enregistrées par le Requêteur au point de prêter à confusion (Annexe 4). En effet, le nom de domaine litigieux intègre la marque « G7 » dans son intégralité. Le Requêteur affirme en outre que l'ajout des termes « Reservation » et notamment « Taxi », font incontestablement référence à l'activité du

Requêteur, et aux services pour lesquels ses marques sont protégées en France notamment. Enfin, le fait que les termes « G7 TAXI » soient inversés et séparés par le terme « Reservation », par rapport à la marque du Requêteur « TAXIS G7 » ne permet pas d'écarter leur similarité, et par conséquent, l'atteinte à ses droits.

Il est par ailleurs établi que l'ajout de l'extension ".FR" ne suffit pas à échapper à la conclusion que le domaine est similaire à la marque et ne change pas l'impression générale que la désignation est affiliée à la marque du Requêteur.

En conséquence, le Requêteur soutient que le nom de domaine est susceptible de porter atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

B. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

Absence d'intérêt légitime

Selon les informations whois, le Titulaire a enregistré le nom de domaine <g7reservation-taxi.fr> le 2 avril 2022, soit de nombreuses années après l'enregistrement de la marque du Requêteur.

Le Requêteur indique que le Titulaire ne dispose d'aucun lien d'aucune sorte avec le Requêteur et qu'il ne dispose d'aucune autorisation ou licence d'utilisation de ce terme, ni de droit d'enregistrer un nom de domaine faisant référence au Requêteur.

Le nom de domaine renvoie vers une « page parking », et fournit des liens commerciaux en rapport avec l'activité du Requêteur. (Annexe 6).

Cette pratique ne peut être considérée comme une utilisation légitime.

Mauvaise foi du Titulaire

Le Requêteur est titulaire de plusieurs marques « G7 » antérieures à l'enregistrement du nom de domaine, et est doté d'une notoriété importante sur le territoire français (Annexe 7). Par conséquent, en tant que concurrent, le Titulaire ne pouvait ignorer l'existence des marques du Requêteur au moment de l'enregistrement du nom de domaine litigieux, et ne peut utiliser le nom de domaine sans créer un risque de confusion certain avec ses marques et ses noms de domaines antérieurs.

Par conséquent, le Requêteur soutient que le Titulaire fait un usage commercial du nom de domaine <g7reservation-taxi.fr>, en le réservant en vue de le revendre, et a enregistré le nom de domaine principalement dans le but de nuire au Requêteur. Le Requêteur soutient que le Titulaire a également enregistré le nom de domaine litigieux dans le but de détourner les internautes vers d'autres annonces commerciales présentes sur la page. Voir cas similaires :

- SYRELI n° FR-2021-02334 < booking7taxi.fr > (Annexe 8).

- SYRELI n° FR-2014-00749 < maje.fr > (Annexe 8 bis).

Ainsi, le Requêteur sollicite du Collège la transmission du nom de domaine litigieux <g7reservation-taxi.fr> à son profit.

Annexes :

Annexe 1 : Copie de l'extrait K-Bis du Requêteur

Annexe 2 : Whois du nom de domaine litigieux

Annexe 3 : Information concernant le Requêteur

Annexe 4 : Copie des marques du Requérant
Annexe 5 : Whois des noms de domaine du Requérant
Annexe 6 : Copie du site web litigieux
Annexe 7 : Information concernant le Requérant
Annexe 8 : Copie de la décision SYRELI du 11.05.2021 (cas similaire)
Annexe 8 bis : Copie de la décision SYRELI du 08.11.2014 (cas similaire) ».

Le Requérant a demandé, à titre principal, la transmission du nom de domaine et, à titre subsidiaire, sa suppression.

ii. Le Titulaire

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

IV. Discussion

Au vu des dispositions du droit commun relatives à la charge de la preuve,
Au vu des écritures et pièces déposées par les deux parties,
Au vu des dispositions du Règlement,
Au vu des dispositions prévues à l'article L. 45-6 du Code des Postes et des Communications Electroniques,

Le Collège a évalué :

i. La recevabilité des pièces

Le Collège constate que :

- Le Requérant décrit sa pièce fournie en Annexe 2 comme étant : « Whois du nom de domaine litigieux » ;
- Or, l'Annexe 2 présente des captures d'écrans extraites du site web du Requérant.

Dès lors, le Collège analysera la demande sans le whois du nom de domaine litigieux et en prenant en considération l'Annexe 2 comme étant uniquement des captures d'écrans extraites du site web du Requérant.

ii. L'intérêt à agir du Requérant

Au regard des notices complètes de marques (annexe 4) et des extraits de base Whois (annexe 5) fournis par le Requérant, le Collège constate qu'au moment du dépôt de la demande, le nom de domaine <g7reservation-taxi.fr> est similaire :

- Aux marques suivantes du Requérant :
 - La marque verbale de l'Union européenne « TAXIS G7 » numéro 008445091 enregistrée le 6 juillet 2009 et dûment renouvelée pour les classes 9, 12, 35, 37, 38 et 39 ;
 - La composante verbale de la marque française semi-figurative « G7 » numéro 4294428 enregistrée le 23 août 2016 pour les classes 7, 9, 12, 35, 37, 38 et 39 ;
 - La composante verbale de la marque française semi-figurative « G7 » numéro 4294432 enregistrée le 23 août 2016 pour les classes 12, 38 et 39 ;
 - La composante verbale de la marque semi-figurative de l'Union européenne

« G7 » numéro 016399263 enregistrée le 23 février 2017 pour les classes 37, 38 et 39.

- Aux noms de domaine suivants du Requérant :
 - <g7-taxi-reservation.fr> enregistré le 10 octobre 2020 ;
 - <g7-reservation.fr> enregistré le 3 mars 2021 ;
 - <g7-reservation.com> enregistré le 26 août 2020 ;
 - <reservation-g7.com> enregistré le 18 décembre 2020 ;
 - <taxig7.fr> enregistré le 30 août 2000 ;
 - <taxig7.com> enregistré le 26 mai 2000 ;
 - <taxi-g7.com> enregistré le 13 mai 2003.
 - <g7.fr> enregistré le 22 septembre 1999 ;
 - <g7.taxi> enregistré le 20 août 2015.

Le Collège a donc considéré que le Requérant avait un intérêt à agir.

iii. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

a. Atteinte aux droits invoqués par le Requérant

Le Collège constate que le nom de domaine <g7reservation-taxi.fr> est similaire/quasi-identique aux marques antérieures du Requérant et notamment à la marque de l'Union européenne « TAXIS G7 » numéro 008445091 enregistrée le 6 juillet 2009 et dûment renouvelée car il est composé de la reprise quasi-intégrale de ladite marque, sans la lettre « s » au terme « taxis » et avec l'inversion des deux termes, tous deux séparés par le terme « reservation », faisant référence à l'activité de réservation de taxis du Requérant et à des services protégés par ses marques en France.

Le Collège a donc considéré que le nom de domaine est susceptible de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle du Requérant.

Conformément à l'article L. 45-2 du CPCE cité ci-dessus, le Collège s'est ensuite posé la question de savoir si le Requérant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire.

b. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

- **Sur la preuve de l'absence d'intérêt légitime**

Le Collège constate que, selon le Requérant, le Titulaire :

- Ne détient aucune autorisation pour utiliser les marques du Requérant, ni pour exploiter le nom de domaine <g7reservation-taxi.fr> ;
- N'est pas en lien avec lui.

- **Sur la preuve de la mauvaise foi**

Le Collège constate que :

- Le Requérant, en tant que première plateforme de réservation de taxis en France et en Europe, compte 9000 taxis affiliés et accompagne ses clients dans 180 villes en France, et dans plus de 20 pays grâce à son large réseau de partenaires (*annexes 1, 2, 3 et 7*) ;
- Le Requérant est titulaire des marques antérieures « G7 » et « TAXIS G7 » enregistrées entre 2009 et 2017 ;

- Le Requérant est également titulaire de plusieurs noms de domaine et notamment les noms de domaine <g7-taxi-reservation.fr>, <g7-reservation.fr>, <g7-reservation.com>, <reservation-g7.com>, enregistrés en 2020 et 2021 ;
- Le nom de domaine <g7reservation-taxi.fr>, enregistré le 2 avril 2022, est la reprise quasi-intégrale de la marque antérieure « TAXIS G7 » du Requérant, sans la lettre « s » au terme « taxis » et avec l'inversion des deux termes, tous deux séparés par le terme « reservation », faisant référence à l'activité de réservation de taxis du Requérant et à des services protégés par ses marques en France ;
- Le nom de domaine <g7reservation-taxi> renvoie vers une page parking proposant d'une part le nom de domaine à la vente et d'autre part, des liens hypertextes tel que « Location Voiture Aeroport », pouvant faire référence à l'activité du Requérant (Annexe 6).

Le Collège a ainsi considéré que le Titulaire ne pouvait ignorer l'existence du Requérant et que les pièces fournies par le Requérant permettaient de conclure que le Titulaire avait enregistré le nom de domaine <g7reservation-taxi.fr> dans le but de profiter de la renommée du Requérant en créant un risque de confusion dans l'esprit du consommateur.

Le Collège a donc conclu que le Requérant avait apporté la preuve de la mauvaise foi du Titulaire telle que définie à l'article R. 20-44-46 du CPCE et a décidé que le nom de domaine <g7reservation-taxi.fr> ne respectait pas les dispositions de l'article L. 45-2 du CPCE.

V. Décision

Le Collège a décidé d'accepter la demande de transmission du nom de domaine <g7reservation-taxi.fr> au profit du Requérant, la société G7.

VI. Exécution de la décision

Conformément à l'article (II) (viii) du Règlement, la décision de l'Afnic ne sera exécutée qu'une fois écoulé un délai de quinze (15) jours civils à compter de la notification de la décision aux parties.

Conformément à l'article (II) (vii) du Règlement, l'Afnic notifie par courrier électronique et postal la décision à chacune des parties.

Elle procédera au dégel des opérations sur le nom de domaine selon les dispositions du Règlement.

Le Bureau d'enregistrement est informé de la décision par courrier électronique.

À Montigny-le-Bretonneux, le 24 mai 2022

Pierre BONIS - Directeur général de l'Afnic

